

études  
rurales

**Études rurales**

171-172 | 2004

Les « petites Russies » des campagnes françaises

---

## Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres

Edouard Lynch

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8086>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8086

ISSN : 1777-537X

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 45-59

### Référence électronique

Edouard Lynch, « Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8086> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8086

---

© Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=ETRU&ID\\_NUMPUBLIE=ETRU\\_171&ID\\_ARTICLE=ETRU\\_171\\_0045](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0045)

---

## Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres

par Édouard LYNCH

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 45 à 59

---

Pour citer cet article :

—Lynch n, Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres, *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 45-59.

---

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# SOCIALISTES ET COMMUNISTES DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Édouard Lynch

**L**E COMMUNISME RURAL, comme l'ensemble du communisme, s'est construit contre le socialisme, dans le prolongement du congrès de Tours et des affrontements des années vingt. Cette tendance a été amplifiée par l'historiographie du mouvement ouvrier longtemps dominé par une logique militante. La proximité des deux formations est pourtant une donnée essentielle de leur analyse, notamment durant la période de recomposition de l'entre-deux-guerres. Par la suite, l'émergence de nouvelles générations de dirigeants et de militants contribue à l'élaboration de pratiques politiques plus autonomes, la Seconde Guerre mondiale et la Résistance générant une rupture décisive.

Cette approche comparative dévoile les thèmes sur lesquels se déchirent ou se rassemblent socialistes et communistes de l'entre-deux-guerres et prolonge un débat esquissé, il y a quelques années, dans un numéro de *Ruralia* [Lynch 1998 ; Vigreux 1998]. Les divergences idéologiques et théoriques entre les deux partis se nourrissent également de l'évolution de la conjoncture politique (la marche

au pouvoir de la SFIO, les directives de l'Internationale communiste) et économique, avec l'irruption de la crise agricole des années trente qui suscite de nouvelles formes de lutte mais aussi des courants contestataires concurrents. L'étude des rapports entre socialisme et communisme concerne tout à la fois l'histoire de la doctrine et des idéologies, autour notamment de la diffusion de l'agrarisme dans le discours de l'extrême gauche, ainsi que les modalités de pénétration de ces deux mouvements dans des milieux qui ne leur sont a priori pas favorables, tant d'un point de vue électoral que dans le développement des fédérations. La comparaison des réseaux militants et de leur sociologie, l'élaboration d'une culture politique autonome sont autant de champs trop peu explorés.

Dans le cadre de cet article, nous nous limiterons à une présentation générale des relations entre les deux partis pendant l'entre-deux-guerres, en soulignant quelques aspects déterminants. La relecture nécessaire du congrès de Tours (événement fondateur dans l'histoire des deux organisations), sous l'angle des logiques paysannes, permet de constater le décalage entre la réalité de l'implantation paysanne et son instrumentalisation, reflet des représentations dominantes du monde paysan au lendemain de la guerre. Au cours des années vingt, les affrontements entre les deux formations portent moins sur des questions proprement agraires que sur un positionnement stratégique par rapport aux impasses de l'action parlementaire. La crise des années trente provoque en revanche des fractures plus profondes, bien qu'elle corresponde à un rapprochement apparent.

## Le congrès de Tours et l'instrumentalisation des questions paysannes

L'OUVRIÉRISME : UN HÉRITAGE VIVACE

Les rapports qu'entretient la gauche marxiste avec la paysannerie sont largement déterminés par l'héritage idéologique qui place, au cœur du processus révolutionnaire, l'ouvrier et non le paysan. Ce dernier est considéré comme le rempart de l'ordre social et de la bourgeoisie. Marx et Engels ont, sous les yeux la Seconde République française et l'élection de Louis Napoléon Bonaparte. Quelques décennies plus tard, l'image de la commune écrasée par les Versaillais réactive les tensions entre villes et campagnes : « majorité rurale, honte de la France », s'exclame le député républicain Adolphe Crémieux après les élections de février 1871.

Certes, la pensée agraire de Marx et de Engels, succincte, hétérogène, ouvre la voie à des interprétations opposées. Toutefois, le spectre de la paysannerie réactionnaire reste la référence dominante, et toute offensive en direction des petits exploitants passe pour une dérive idéologique. Ainsi, lorsque le POF (Parti ouvrier français) de Jules Guesde propose, lors du congrès de Marseille, un programme pour les petits propriétaires, Engels en dénonce immédiatement la teneur réformiste. Que l'on pense à Édouard Bernstein en Allemagne ou surtout à Gerolamo Gatti en Italie, c'est par le biais de la question paysanne que surgissent les remises en cause des postulats marxistes : la résistance de la petite propriété à la concentration est le plus prégnant d'entre eux. Les enjeux ne sont pas seulement doctrinaux : les socialistes, engagés dans l'action électorale, ne peuvent négliger la recherche des électeurs paysans, dont les attentes sont différentes de celles des ouvriers.

En 1908, au congrès de Saint-Étienne consacré à la question agraire, face à Adéodat Compère-Morel qui réclame un programme agraire spécifique, la gauche du parti, par la voix de Gustave Hervé, s'indigne des conséquences d'une telle démarche :

Prenez garde, Compère-Morel, qu'à force de désirer, je ne dis pas dans un but personnel, dans l'intérêt du parti, des succès électoraux près des paysans, vous ne soyez amenés, députés des campagnes, à subir l'obligation où se trouvent presque tous les députés des campagnes de faire du protectionnisme, et vous ne ferez du protectionnisme que contre les salariés des villes et contre les salariés des campagnes<sup>1</sup>.

Au-delà des affrontements de tribune, l'opposition entre villes et campagnes persiste, ravivée par la question de « la vie chère ». Plus largement, bon nombre de militants entendent préserver le cœur de la doctrine – la lutte des classes – contre ceux qui préconisent de se pencher sur les intérêts des petits propriétaires. Telle est l'opinion de G. Lévy dans *Le Socialiste* :

Il n'est donc pas intéressant, je crois, de vouloir protéger ces petits fermiers car, d'une part, les ouvriers ont intérêt à la concentration capitaliste et, d'autre part, ce n'est pas parce qu'ils sont plus petits qu'ils sont moins exploités<sup>2</sup>.

1. Parti socialiste (SFIO), comptes rendus sténographiques du VI<sup>e</sup> congrès national (Saint-Étienne, avril 1909). Paris, Librairie du parti socialiste, 1909, p. 364.

2. « Sur la question agraire dans la Seine », *Le Socialiste*, 5-12 septembre 1909.

La guerre contribue à relancer le débat sur le rôle politique de la paysannerie, du fait que le conflit, en renchérissant le prix des denrées, a apporté la prospérité dans les campagnes. Une situation qui contraste avec les ambitions révolutionnaires que paraît alors manifester la classe ouvrière. Au congrès de Strasbourg, en marge des discussions sur l'Internationale, les responsables du parti tentent d'expliquer l'échec aux élections législatives. Ludovic-Oscar Frossard, secrétaire général, invoque le poids du vote paysan :

Une des constatations qu'il importe de relever à cette tribune, c'est que, si nous avons été battus le 16 novembre, c'est notamment parce que l'état d'esprit des paysans n'est plus celui que nous avons connu en 1914 (très bien !). En 1914, les paysans étaient, dans une certaine mesure, avec nous, parce que le gros effort, l'effort de propagande que nous avons développé avec succès à ce moment-là, c'est contre la loi militaire de trois ans qu'il était dirigé. Mais pendant la guerre, la situation des paysans de France s'est singulièrement modifiée. Ils avaient, avant la guerre, leur maigre domaine hypothéqué ; ils connaissaient la gêne et, parfois, la misère : la guerre a amélioré leur situation matérielle. Ils sont devenus tout naturellement (il ne faut pas le leur reprocher) – il vaut mieux essayer de les comprendre – des conservateurs parce qu'ils ont désormais quelque chose à conserver<sup>3</sup>.

D'autres orateurs de l'extrême gauche n'acceptent pas cette interprétation. Raymond Lefebvre considère au contraire que la guerre a amené les paysans à la révolution, comme le prouve la conclusion de son discours très chahuté :

Je souhaite, pour le succès de cette révolution à laquelle peu d'entre vous semblent croire et qui pourtant semble devoir secouer les campagnes plus encore que les villes [...] (bruit et interruptions). Un délégué : [...] les campagnes sont pour la contre-révolution<sup>4</sup>.

Il s'agit ici aussi de solder de vieux affrontements de tendance, les échecs électoraux de 1919 n'étant que la conséquence d'une dérive bien antérieure, ainsi que le précise Clavier, de la fédération de la Seine :

Il ne faut pas oublier non plus que la propagande socialiste, avant guerre, a été, dans les milieux ruraux, quoi qu'en pense Compère-Morel, une politique socialiste mitigée. [...] J'ai été abonné au *Socialisme* [pour *Le Socialiste*] de Guesde. Je sais bien ce qu'on y écrivait. Ce n'était pas un socialisme orthodoxe, c'était une sorte de mutuelle ligne de concessions, de sorte que nos paysans ont, dans la majorité, oublié beaucoup de nos principes fondamentaux, et vous aurez beaucoup de peine à les leur rappeler<sup>5</sup>.

#### LES DÉBATS AUTOUR DE TOURS

C'est dans cette perspective qu'il convient de relire le congrès de Tours de 1920 et les débats sur l'adhésion. Si les paysans y sont sans cesse mentionnés, ce n'est pas parce qu'ils « jouent à ce moment un rôle exceptionnel dans le parti

3. Parti socialiste (SFIO), comptes rendus sténographiques du XVII<sup>e</sup> congrès national (Strasbourg, 25-29 février 1920). Paris, Librairie du parti socialiste, 1920, p. 161.

4. *Ibid.*, p. 265.

5. *Ibid.*, p. 246.

socialiste », comme l'écrit Annie Kriegel [1964 : IX-X]. Leur présence inhabituelle est de l'ordre du discours et de la représentation, avec comme enjeu l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et le choix d'une stratégie révolutionnaire en rupture avec la perte d'identité du parti dans l'Union nationale. Or, il importe de montrer que cette stratégie est possible : pour cela, les paysans constituent la preuve a contrario, la ferveur des militants ouvriers et urbains allant davantage de soi. En revanche, avoir les paysans de son côté témoigne de l'imminence de la révolution, d'où l'insistance avec laquelle de nombreux délégués parlent de l'enthousiasme révolutionnaire des ruraux.

L'exemple de la Creuse, dont les délégués se déchirent, illustre ces tensions :

La Creuse est un département spécialement rural, Aubusson seulement est industriel et a donné la majorité à la II<sup>e</sup>. C'est la preuve précisément que ce sont les paysans et les petits propriétaires qui, eux, sont plus révolutionnaires que les industriels. [...] Je dois même dire qu'à l'heure actuelle l'accueil que nous trouvons dans les campagnes est des plus chaleureux, des plus enthousiastes. L'autre jour, dans une petite localité de la région, nous parlions devant un auditoire d'au moins 700 paysans qui ont applaudi le communisme que nous leur avons exposé et ils ont demandé avec enthousiasme que l'ordre du jour indiquât leur état d'esprit<sup>6</sup>.

Le lendemain, un représentant des adversaires de l'adhésion expose une position totalement opposée :

Je tiens à m'élever contre le bluff ou l'illusion qui consisterait à croire que les paysans de la Creuse sont communistes. Je tiens à m'élever contre ceux qui pourraient laisser croire à nos amis des villes que, lorsqu'ils engageraient un mouvement, ils pourraient compter essentiellement sur les paysans (applaudissements). Les paysans ne connaissent pas encore les idées communistes. Je connais suffisamment mon département et je crois pouvoir l'affirmer. Cela peut vous gêner, mais c'est ainsi<sup>7</sup>.

Les monographies sur la scission qui s'efforcent de « vérifier » les propos des délégués concluent la plupart du temps que la place des paysans a été exagérée. Roger Pierre [1973] met en avant la faconde méridionale du délégué Jules Blanc dans la Drôme. Jacques Girault [1995 : 6-7] et Claude Penneret [1979] sont également plus nuancés, rappelant en particulier la différence entre rural et paysan. Il faut aussi rapprocher les dires de certains délégués de l'état de leur fédération. Lorsque celui de la Sarthe souligne l'adhésion massive des ruraux à la III<sup>e</sup> Internationale, pour une fédération de 300 membres, on peut s'interroger sur le nombre de paysans qu'elle recèle... Il ne s'agit nullement de nier l'existence de militants paysans ou ruraux, mais celle-ci doit être replacée dans le contexte de l'époque, à savoir dans la structure militante du parti socialiste, où les paysans sont peu nombreux.

6. Parti socialiste (SFIO), comptes rendus sténographiques du XVIII<sup>e</sup> congrès national (Tours, 1920). Paris, Éditions sociales, 1980, p. 249.

7. *Ibid.*, p. 340.

UNE DIMENSION SYMBOLIQUE

Marcel Cachin écrit dans *L'Humanité*, en novembre 1920, à propos de la Drôme :

Dans les fédérations de plusieurs milliers de membres qu'ils [les militants] ont dressées, presque tous les adhérents sont des cultivateurs, et dans le débat qui retient actuellement tous les esprits de notre parti, ceux qui sont ici à l'avant-garde, ce sont surtout les paysans<sup>8</sup>.

Dans *La Voix paysanne*, René Cabannes lui oppose la sage détermination des paysans cévenols, plus instruits que les ouvriers des villes et donc rétifs à l'agitation révolutionnaire :

Il est à remarquer d'ailleurs que les populations montagnardes sont généralement mieux instruites que celles des autres régions. Les ouvriers des centres industriels n'ont pas le loisir d'étudier, peuvent-ils même en avoir le goût ? Tandis que les paysans cévenols, durant la période de l'hiver, lisent et discutent en pleine tranquillité ; c'est une des causes de leur supériorité intellectuelle et de leur belle tenue dans les assemblées<sup>9</sup>.

Les débats sur l'adhésion sont ramenés à de simples querelles de chapelle auxquelles les paysans sont indifférents.

Quelques semaines après la scission, dans *La Voix paysanne* reprise en main par les communistes, Amédée Dunois tire la leçon de l'événement en matière agricole. Tours marque à ses yeux la fin d'une dérive regrettable dans un parti qui, à force de chercher le soutien des petits propriétaires, a oublié les intérêts des travailleurs des villes et des prolétaires :

Sera-t-il permis de dire que ça a été jusqu'à ce jour une des faiblesses du socialisme que cette contradiction un peu criante entre la tournure qu'il a donnée à sa propagande dans les villes et celle qu'il lui a donnée dans les campagnes ? [...] Ce que nous voudrions, ce que nous sommes en droit de réclamer, c'est que le socialisme conserve à la campagne sa véritable figure, c'est qu'il n'hésite pas à se montrer ce qu'il est : le grand parti des prolétaires, le grand parti des sans-propriétés. [...] Après le congrès de Tours et l'adhésion du parti à l'Internationale communiste, le socialisme français cesse d'être un parti réformiste et démocratique pour devenir – ou mieux pour redevenir – un parti révolutionnaire, menant sur le terrain politique la lutte des classes sans compromis ni déviation. Il ne s'agit pas, je le répète, d'éloigner brutalement de nous les petits propriétaires que notre lutte violente contre la grande propriété rurale ne manquera pas d'amener progressivement à nous – à tout le moins de neutraliser – mais nous avons à choisir entre eux, petits propriétaires, et ceux qui n'ont pas de propriété du tout. Nous avons à choisir et à nous décider<sup>10</sup>.

Ainsi, après avoir célébré au moment de Tours le ralliement enthousiaste des paysans – et surtout celui des petits propriétaires – à la III<sup>e</sup> Internationale et à la révolution, certains militants retrouvent rapidement une ligne beaucoup plus ouvriériste, en rappelant la nécessité de

8. « Chez les paysans », *L'Humanité*, 17 novembre 1920.

9. « Échos. En route », *La Voix paysanne*, 16 octobre 1920.

10. « Le socialisme dans les campagnes », *La Voix paysanne*, 15 janvier 1921.



« neutraliser » des ruraux toujours susceptibles d'appuyer la contre-révolution.

### Affrontements et incertitudes doctrinales

CRITIQUE SOCIALISTE DU PROGRAMME COMMUNISTE

La tentative des communistes de refondre la doctrine agraire est un des terrains de conflit avec les socialistes. Dans leur volonté de rompre avec l'héritage du parti socialiste unifié, les premiers entreprennent un travail de réflexion sur le programme agraire, aboutissant aux thèses adoptées au congrès de Marseille. Philippe Gratton [1972 : 102-104] a beau mettre en avant les ambitions doctrinales du PCF en matière agraire, les positions prises par les communistes diffèrent très peu de celles des socialistes. Face à l'importance de la petite propriété paysanne, Renaud Jean, responsable des questions agraires du nouveau parti, ne peut faire autrement que d'en garantir le maintien, sous la forme d'une « jouissance absolue et perpétuelle », ce qui n'est pas très éloigné du respect de la petite propriété individuelle, depuis longtemps inscrit dans le programme du POF et martelé par la propagande. Cette « ambition doctrinale » provoque d'ailleurs quelques remous lors des discussions préparatoires au congrès de Marseille.

Dans la Seine, au début du mois de décembre 1921, le congrès exécutif de la fédération propose de renvoyer la discussion, considérant que de nombreux points demeurent incertains :

Soutif indique que le comité exécutif fédéral comprend la nécessité de la propagande paysanne ; mais il a estimé que la thèse du comité directeur contient un grand nombre de contradictions et d'obscurités. [...] Alors que l'ancien parti admettait la remise

de la grande entreprise agricole à la collectivité, la thèse du comité directeur veut morceler la grande exploitation. C'est revenir en arrière, nous ne pouvons pas l'accepter<sup>11</sup>.

Cette opposition de la majorité de la Seine est significative et s'inscrit dans la tradition de méfiance de cette fédération envers la propagande paysanne, réformiste par « nature ». Avec la scission, le parti communiste hérite de ce courant, désormais beaucoup moins visible à la SFIO, tout au moins dans la première moitié des années vingt. Le congrès de Marseille suscite de nouveaux affrontements sur le sujet. *L'Humanité* en aborde quelques-uns, principalement celui qui tourne autour de la question de la jouissance perpétuelle considérée par certains comme une négation de la doctrine collectiviste<sup>12</sup>.

Pour les socialistes, la tactique ouvriériste excluant les petits propriétaires n'est pas viable dans un pays comme la France, et le congrès de Marseille traduit le retour à une certaine sagesse. Tel est le propos de Compère-Morel dans un article au titre, sans équivoque, « Rien n'a changé » :

C'est qu'au point de vue de la propagande chez les ruraux, rien n'a été changé par les néocommunistes aux vieilles méthodes d'éducation et de recrutement – qu'ils avaient pourtant véhémentement vitupérées – que nous n'avions jamais

11. « Le congrès de la fédération de la Seine », *L'Humanité*, 5 décembre 1921.

12. « Le congrès de Marseille délibère sur la thèse agraire », *L'Humanité*, 29 décembre 1921.



cessé et nous ne cessons pas d'employer. Aujourd'hui comme hier, tenant le même langage que nous, faisant les mêmes affirmations que nous, prenant les mêmes engagements que nous, nos révolutionnaires « en verbe » s'adressent aux petits et aux moyens propriétaires, aux petits fermiers et aux métayers, et leur affirment ne vouloir en rien porter une main sacrilège sur leurs propriétés et les déposséder !<sup>13</sup>

#### ÉLABORATION DU PROGRAMME COMMUNISTE

Après les heurts du congrès de Marseille, les communistes adoptent une ligne effectivement fort modérée sur la question de la petite propriété. Ainsi, en 1927, Ernest Girault publie une brochure intitulée *Paysans ! À bas les partageux !*, où il s'efforce de retourner les invectives contre ses adversaires « bourgeois ». Dans la préface de cette brochure, Renaud Jean réaffirme l'attitude des communistes vis-à-vis de la petite propriété paysanne, rappelant que cette dernière n'est nullement menacée par une doctrine « soucieuse des réalités économiques ». Il s'agit là de l'exacte réplique de thèmes répétés par Compère-Morel dans ses éditoriaux. Ernest Girault reprend à son compte une image « classique », celle de la propriété, « instrument de travail du paysan » :

Pour le petit ou le moyen paysan, il est bien évident que la part du sol qu'il possède est son instrument de travail. Il en vit parce qu'il la travaille. [...] Mais, dès que le possesseur de la terre emploie de nombreux ouvriers, dès que son entreprise devient une industrie, cette terre n'est plus et ne peut plus être considérée comme un instrument de travail [1927 : 6-7].

Toutefois, comme Compère-Morel, il n'hésite pas à employer le terme « moyen propriétaire », nécessairement imprécis. Plus encore, s'attachant à distinguer la petite propriété de la grande, il choisit un seuil plutôt élevé :

Quant aux entreprises agricoles de plus de 100 hectares, elles ne sont évidemment plus des instruments de travail ; ce sont des entreprises d'exploitation ; elles ont dépassé le type de l'artisanat et sont du type capitaliste [*ibid.* : 20].

Il n'est pas question ici de nier toute originalité à la position agraire des communistes, dont les efforts d'élaboration d'un programme provoquent des conflits avec l'Internationale, Renaud Jean étant souvent mis en difficulté. Surtout, la référence ouvriériste demeure sous-jacente, même dans les écrits d'un militant paysan comme Marius Vazeilles [1925], notamment quand il s'exprime dans *Les Cahiers du militant* et non en direction du grand public. Les paysans sont alors présentés comme des alliés qui ne peuvent prétendre au même rôle que le prolétariat urbain :

Pour étendre l'influence communiste sur les masses, il nous faut marcher avec les paysans, mais cela ne veut pas dire que nous devons faire un parti ouvrier paysan et ignorer les faits différents qui caractérisent chacune de ces deux classes. Il ne s'agit pas de faire, en théorie, un grand mélange du prolétariat et des paysans. Nous devons considérer les paysans comme des alliés. Mais nous devons maintenir mieux encore notre caractère

13. « La semaine agricole. Rien n'a changé », *Le Populaire*, 2 octobre 1921.

prolétarien. Le bloc ouvrier et paysan en face du bloc des classes possédantes est une tactique nécessaire pour conquérir la masse des paysans-travailleurs. [...] La base du parti communiste reste donc toujours la classe ouvrière et, dès lors, il va sans dire que nous risquerions d'altérer cette base si nous ouvrons largement les portes aux masses paysannes non organisées.

Le lancement du Conseil national paysan obéit à des considérations tactiques : pour arracher la paysannerie à l'influence des classes possédantes, il est indispensable de mettre l'accent sur les réformes immédiates. Telle est la position de Nicolas Boukharine devant l'Internationale communiste [1925] :

Nous avons besoin de la grande masse des petits paysans, c'est pourquoi une vaste organisation paysanne est bien préférable. Il n'est pas nécessaire de présenter à ces paysans le programme communiste complet. Notre but n'est pas de provoquer une constipation communiste (rires). Il nous faut établir des revendications assez élémentaires mais beaucoup plus radicales que toute autre organisation.

Ces différents textes doivent être resitués dans les temps d'incertitude politique que connaît l'URSS, où les questions paysannes sont aussi au cœur des luttes pour s'assurer la direction du parti, luttes qui n'épargnent pas les partis frères [Belloin 1993].

#### L'AFFRONTLEMENT AU PARLEMENT

La critique communiste dans les années vingt porte moins sur les questions doctrinales que sur la stratégie politique de la SFIO, en particulier au moment du cartel des gauches. Compère-

Morel, rapporteur du budget de l'agriculture, est vertement critiqué par Renaud Jean :

Aujourd'hui, par un renversement bizarre, M. Compère-Morel rapporte un budget de 192 millions semblable à celui du bloc national qu'il combattait jadis (rires à droite et au centre. Très bien ! Très bien ! À l'extrême gauche). [...] Je sais bien que le rapport de M. Compère-Morel est le rapport d'un homme qui n'est pas entièrement content, mais je sais aussi que, cependant, il l'a écrit et qu'il le défend<sup>14</sup>.

La réponse du député du Gard illustre bien les difficultés de la politique de soutien :

Je tiens à lui dire que si je rapporte ce budget de 192 millions, c'est en affirmant que c'est un budget ridicule, misérable et inopérant. J'ai été très heureux d'être rapporteur du budget de l'agriculture pour dire au monde paysan tout entier que ce budget ne peut en rien lui donner satisfaction<sup>15</sup>.

Il reconnaît ainsi implicitement que les socialistes n'ont aucun moyen de pression sur le gouvernement qu'ils soutiennent. Et Renaud Jean n'a pas de mal à se présenter comme le seul héritier de la doctrine socialiste que défendait autrefois Compère-Morel mais qu'il a reniée en passant alliance avec la bourgeoisie.

Sur la grande réforme socialiste, à savoir le projet d'Office du blé à la Chambre en 1925, la position communiste évolue. Renaud Jean indique qu'il est favorable au principe mais qu'il ne croit pas son application possible, en raison

14. *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats. Séance du 5 novembre 1924, p. 3 306.

15. *Id.*

de l'hostilité des radicaux<sup>16</sup>. Cette attitude correspond à celle qu'il a, au même moment, dans les organisations du parti. Le premier congrès du Conseil national paysan en janvier 1926 s'achève par l'élaboration d'un programme de revendications immédiates en direction des petits exploitants, petits propriétaires, fermiers et métayers. Il comporte un projet de contrôle du marché du blé, très proche du concept de l'Office préconisé par les socialistes. Le retour de Renaud Jean au Parlement en 1932, alors que culmine la tactique « classe contre classe », relance la critique contre les socialistes accusés de soutenir un parti radical qui conduit une politique réactionnaire. Les projets socialistes d'offices apparaissent comme le symbole de cette dérive capitaliste de la social-démocratie, qui a renié les fondements même du marxisme :

Lorsque le parti socialiste prétend ainsi résoudre la crise du blé, résoudre chacune des manifestations partielles de la crise, autrement dit, la crise dans son ensemble, dans le cadre du régime capitaliste ; quand il prétend réglementer, harmoniser, pacifier un système qui n'est que concurrence et que lutte, il nous donne une preuve nouvelle de l'oubli complet d'une doctrine dont certains des membres du parti socialiste se recommandent encore (applaudissements à l'extrême gauche communiste ; interruptions à l'extrême gauche)<sup>17</sup>.

Il faut attendre l'année 1934 pour voir socialistes et communistes s'opposer ensemble, et de plus en plus systématiquement, aux orientations du gouvernement. Lors de la discussion du projet du gouvernement Flandin, en décembre 1934, Renaud Jean accepte de se rallier à la proposition socialiste en précisant cependant que les com-

munistes se réservent la possibilité de l'améliorer par des amendements sur l'exonération, pour les petits producteurs, de la taxe à la production, provoquant cet échange « prophétique » :

— M. Léon Blum. Nous accepterons votre amendement.

— M. Renaud Jean. Je remercie le futur président du Conseil (sourires)<sup>18</sup>.

### Un rapprochement difficile

#### EXPLOITER LA CRISE PAYSANNE

C'est à la faveur de la crise agricole que les communistes reprennent pied dans les campagnes en dénonçant les ravages du capitalisme et en exigeant le versement immédiat d'indemnités aux victimes de la chute des cours, petits propriétaires et fermiers frappés par la mévente. Exploiter la colère des paysans pose toutefois le problème des liens avec les autres formations paysannes, généralement conservatrices, qui mobilisent les foules. Renaud Jean est partisan d'un rapprochement, stratégie qu'il met en œuvre dès 1933 dans le Lot-et-Garonne en nouant des contacts avec les organisations agrariennes et qu'il tente de faire triompher avec le soutien de Jacques Doriot avant de se désolidariser – à temps – de ce dernier. Ce n'est qu'après le tournant de 1934 que la direction du parti encourage de telles initiatives, à l'image de

16. *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats. Séance du 12 juin 1925, p. 2667.

17. *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats. Séance du 10 novembre 1932, p. 2994.

18. *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats. Séance du 11 décembre 1934, p. 3018.

la tentative de la CGPT (Confédération générale des paysans-travailleurs) d'adhérer au Front paysan, qui rassemble, en 1935, les agrariens, Dorgères, Fleurant Agricola et Le Roy Ladurie.

Au niveau national, les positions sont un temps incertaines, comme en témoigne la réaction de *L'Humanité* face à la manifestation en faveur de Salvaudon, un grand propriétaire qui refuse de payer les cotisations sociales de ses ouvriers agricoles et dont la saisie provoque de violents incidents avec les forces de l'ordre. L'attitude des communistes n'est pas dénuée d'ambiguïté, tiraillés qu'ils sont entre la volonté de profiter du mécontentement paysan et le souci de ne pas apparaître aux côtés des grands exploitants défendus par Dorgères. *L'Humanité* titre : « À Bray-sur-Somme, la garde mobile charge les paysans s'opposant à une saisie ». Le quotidien précise qu'il s'agit d'un grand propriétaire dont les ouvriers s'opposent à la loi sur les assurances, qui s'inscrit dans le cadre des revendications communistes :

Ce que le prolétariat des campagnes comme des villes veut, ce sont des vraies assurances sociales, sans versement ouvrier !<sup>19</sup>

Relatant les incidents, *L'Humanité* veut se convaincre qu'ils sont dus à la détresse paysanne et non à la volonté de défendre Salvaudon :

Ce n'est pas pour cela que les paysans pauvres se sont battus avec la police. C'est pour protester contre la misère, contre les saisies qui, avec la crise accentuée, les menacent tous. Cette lutte, c'est avec la CGPT, avec le parti communiste, qu'ils doivent la mener<sup>20</sup>.

Le ton change pourtant dès le lendemain, avec un titre plus en rapport avec la tactique classe contre classe : « La démonstration pro-fasciste du koulak de Bray-sur-Somme ». L'article fustige la façon dont les grands propriétaires manipulent les paysans :

Le gros propriétaire terrien, Salvaudon, soutenu par les chefs fascistes de la ligue des contribuables, les Dorgères et Delhayn [sic], dirigeants d'une organisation agraire fasciste de l'Ouest, avait fait appel aux petits paysans, aux ouvriers agricoles, amenés par les koulaks de la contrée. Pour leur agitation fasciste, pour la défense de leurs propres intérêts, les capitalistes de la terre exploitent la misère qui augmente à la campagne.

La leçon de ces événements se trouve dans la nécessaire intensification de la propagande pour faire entendre aux paysans un langage conforme à leurs intérêts :

Nous devons être dans toutes les manifestations paysannes, en développant nos revendications précises, pour combattre la démagogie fasciste<sup>21</sup>.

À partir de 1934, les communistes multiplient les actions revendicatives, s'efforçant de prendre la parole dans les grands meetings organisés par les syndicats agricoles et à leur propre initiative, dans les départements où ils possèdent une implantation paysanne, tels les

---

19. *L'Humanité*, 19 juin 1933.

20. *Ibid.*

21. *L'Humanité*, 20 juin 1933.

Côtes-du-Nord et le Lot-et-Garonne. La lutte contre les saisies, en particulier, devient un archétype de la mobilisation paysanne, immortalisé par Jean Renoir dans *La vie est à nous*. Dans la perspective des élections de 1936, le parti élabore un programme de revendications immédiates qui consiste principalement en des aides financières et des réductions d'impôts.

#### MILITANTS CONTRE NOTABLES

La mise en œuvre de la stratégie d'alliance tous azimuts, même si elle n'est que tactique, suscite de nouvelles difficultés. Du point de vue syndical, les tensions sont vives entre la CNP (Confédération nationale paysanne) du socialiste Élie Calvayrac et la CGPT. La première entend en effet se placer sur le strict terrain de la neutralité politique, rejetant les propositions d'alliance émanant de la CGPT au nom des liens organiques qu'elle entretient avec les communistes. Distinction assez spécieuse lorsque l'on sait la proximité de la CNP avec la SFIO, fondée sur la volonté de recruter dans le monde paysan au-delà de ses seules forces. De plus, la CNP juge inacceptable l'alliance recherchée par la CGPT avec le Front paysan, qu'elle considère comme une trahison des idéaux républicains. Enfin et surtout, le dynamisme communiste exaspère les tensions entre des organisations qui recrutent dans des milieux, sociaux et géographiques, très proches.

Les formes de lutte contre la crise et l'encadrement de la colère paysanne font également naître des rivalités. À la différence des communistes, tout juste sortis du précepte classe contre classe, les socialistes sont devenus dans certaines régions des notables que l'agitation paysanne déstabilise. La Creuse offre un exemple

de cette concurrence, à l'occasion du comice agricole de Pontarion, expression traditionnelle de la sociabilité villageoise. En août 1934, les communistes tentent de détourner à leur profit la cérémonie officielle. L'hebdomadaire communiste régional, *Le Travailleur du Centre-Ouest*, donne des faits une version « révolutionnaire », le préfet ayant dû assister à une manifestation spectaculaire des militants locaux. L'incident implique de surcroît le député socialiste, Camille Riffaterre, président de l'Office agricole départemental. Dans son rapport au ministre, le préfet conteste cette mise en cause de son autorité :

*Le Travailleur* a été le seul organe de la presse locale à relever des incidents de minime importance qu'il a rapportés avec mauvaise foi et qui se résument à ceci. Après mon discours, au moment de la remise des récompenses, une société de musique joua *La Marseillaise*. Six jeunes gens distribuant des feuilles communistes et porteurs de pancartes « contre le fascisme, la misère et la guerre » lancèrent quelques timides coups de sifflet et se mirent à fredonner *L'Internationale*. Après une intervention du maire, secondé par quelques-uns de ses administrés, l'incident prit fin.

Les communistes donnent à cet événement une tout autre dimension. Sous le titre « Le Préfet ne reviendra pas », le journal du parti dessine le profil d'une mobilisation communiste idéale :

Dès huit heures du matin, à l'entrée même du champ de foire, un magnifique stand offrait aux arrivants *La Voix paysanne*, *Le Travailleur du Centre-Ouest*, *La Lutte antireligieuse*, *Front mondial* et

un monceau de brochures. Les paysans s'arrêtaient, vivement intéressés et c'étaient des cris d'admiration devant les pages magnifiques de *URSS en construction, 20 ans et vive la Commune*.

Mais cela n'est rien comparé à la suite de la manifestation :

Le Préfet à peine assis, la fanfare de Genouillac attaque *La Marseillaise*, un vacarme indescriptible l'accueille et, soudain, *L'Internationale*, puissante, s'élève, dominant la foule. Les pancartes se dressent au poing des paysans : Payez vos impôts avec du blé ! À bas les saisies ! Du travail et du pain ! Cette vigoureuse démonstration, toujours selon la version communiste, est soutenue par le député. Riffaterre, député SFIO, prend la parole ; il remercie les communistes et leurs camarades de la CGPT de leur magnifique démonstration. Il exalte l'unité d'action et termine en réclamant une transformation totale de la société, comme l'ont réalisée nos camarades d'URSS. Ses dernières paroles sont accueillies au chant de *L'Internationale*<sup>22</sup>.

Enfin, pendant la distribution des prix, l'un des lauréats aurait effectué devant le préfet le « salut rouge ». Selon les communistes, le préfet aurait subi une manifestation révolutionnaire cautionnée par le député socialiste. Cette scène est vigoureusement démentie par le préfet, qui insiste, au contraire, sur le parfait légalisme du député :

Il n'est pas exact que Monsieur le député Riffaterre, président de l'Office agricole départemental, ait remercié, en ma présence, les communistes de leur « magni-

fique démonstration » qui se réduisait à fort peu de choses et fut désapprouvée par tous les spectateurs. Monsieur le député Riffaterre parla, au contraire, en termes très mesurés et rendit hommage à l'esprit de collaboration de l'administration pour l'atténuation de la crise économique. Il n'est pas exact non plus qu'un lauréat du concours, cousin d'ailleurs de Monsieur le député Riffaterre, ait fait devant moi le « salut rouge », provoquant ainsi les acclamations de l'assistance. La relation du *Travailleur* est purement fantaisiste et le Préfet pourra revenir à Pontarion<sup>23</sup>.

#### UN RAPPROCHEMENT DE CIRCONSTANCE

La dynamique du Front populaire se manifeste néanmoins dans les campagnes et aboutit au rapprochement entre la CGPT et la CNP, qui présentent une liste commune lors des élections aux Chambres d'agriculture dans l'Allier, en 1936. Dans d'autres départements, la protestation contre les saisies rassemble les militants des deux organisations, et certains s'interrogent sur le bien-fondé de la politique d'isolement. L'une des figures montantes du socialisme paysan, François Tanguy-Prigent, suggère l'unité entre les deux mouvements au congrès de la CNP en 1935 :

En Bretagne, nous faisons des réunions communes avec la CGPT. Les représentants des deux organisations tiennent exactement le même langage à leurs camarades paysans. Comment voulez-vous qu'à la fin

22. « Pontarion. Le Préfet ne reviendra pas », *Le Travailleur de l'Ouest*, 1<sup>er</sup> septembre 1934.

23. Archives départementales de la Creuse, 1M214. Rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 3 septembre 1934.



de ces réunions nous demandions aux paysans d'adhérer à une organisation plutôt qu'une autre. [...] Ils viendraient avec nous si nous leur donnions vraiment l'impression définitive que nous voulons sincèrement grouper tous les paysans-travailleurs dans un vaste et unique mouvement de défense professionnelle et d'action en faveur de nos justes revendications. Malheureusement, nous avons trop l'air de faire du « patriotisme d'organisation »<sup>24</sup>.

Au Parlement, les députés communistes appuient sans réserve la politique agricole du Front populaire, notamment à l'occasion du vote de l'Office du blé. Ce n'est qu'à partir de 1937 qu'ils adoptent une position plus critique au fur et à mesure de l'enlèvement du Front populaire. Paul Loubradou, député de la Dordogne, s'inquiète alors de l'immobilisme de la politique gouvernementale :

Il ne s'agit pas – est-il besoin de le dire ? –, ni pour les paysans ni pour nous, de créer des difficultés au Front populaire et au gouvernement qui en est issu. Bien au contraire, nous ne cessons de mettre en garde les agriculteurs contre ceux qui travaillent sournoisement à dresser la paysannerie contre le gouvernement et contre sa majorité ; mais vous sentez bien, Monsieur le Ministre, qu'il y a certaines limites à la volonté même la plus résolue : ce sont celles qui créeraient précisément une inaction gouvernementale, qu'il nous serait impossible de justifier et que, je dois le dire, nous ne pourrions avaliser<sup>25</sup>.

Sur le terrain, les comités de Front populaire, sous l'égide desquels se sont multipliées les manifestations, deviennent un objet d'affrontements, comme l'illustre cette lettre du responsable socialiste de la section de Peyrilhac à son homologue communiste :

Cher camarade. Je viens d'apprendre qu'un bal dénommé Front populaire était annoncé pour le 12 prochain. Tu comprendras facilement mon émotion, n'ayant jamais eu connaissance de pareille manifestation. Je pense cependant que notre parti appartient toujours au Front populaire. J'espère que tu voudras bien donner les instructions afin que votre soirée soit dénommée comme il convient, c'est-à-dire bal purement communiste<sup>26</sup>.

Il est vrai que les communistes font preuve de dynamisme dans le domaine de la jeunesse en créant, en 1937, l'Union des jeunes paysans de France, sous l'impulsion de Léon Figuière, tandis qu'au plan national, le lancement de *La Terre* par Waldeck Rochet inaugure une nouvelle ère dans l'histoire rurale du parti communiste.

On ne peut que gagner à mettre en perspective l'action communiste dans les campagnes avec celle d'autres formations politiques, le parti socialiste, bien entendu, avec lequel les liens sont très étroits, mais aussi les autres courants qui surgissent à la faveur de la crise des années trente (Parti agraire et paysan français et Défense paysanne d'orgérisite).

24. « Chronique paysanne. La question de l'Unité », *Le Breton socialiste*, 18 janvier 1936.

25. *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats. Séance du 13 décembre 1937, pp. 2975-2976.

26. « Haute-Vienne. À propos d'un bal dit "du Front populaire" », *Le Populaire du Centre*, 4 décembre 1937.



Par-delà les oppositions idéologiques, les méthodes d'implantation et de lutte et les traditions politiques régionales, le parti communiste est un des acteurs des mutations profondes que connaît la paysannerie dans l'entre-deux-guerres. Les petits exploitants, désormais émancipés de la tutelle des notables conservateurs ou républicains, aspirent à jouer un rôle plus actif sur la scène politique et dans l'exercice de responsabilités syndicales.

En ce domaine, le parti communiste, attaché

d'avantage au développement de son organisation qu'aux succès électoraux immédiats, a pu offrir à la petite paysannerie républicaine un espace de promotion autre que celui proposé par les organisations syndicales agrariennes ou par la Jeunesse agricole catholique. Cela a favorisé l'enracinement du communisme rural, qui s'épanouira vigoureusement après la Seconde Guerre mondiale, notamment aux dépens de son rival socialiste, davantage sur le déclin.

### Bibliographie

**Belloin, G.** — 1993, *Renaud Jean, le tribun des paysans*. Paris, Éditions de l'Atelier.

**Boukharine, N.** — 1925, *La question paysanne*. Paris, Librairie de L'Humanité.

**Girault, E.** — 1927, *Paysans ! À bas les partageux !* Préface de Renaud Jean. Paris, Bureau d'éditions de Diffusion et de Publicité.

**Girault, J.** — 1995, *Le Var rouge. Les Varois et le socialisme, de la fin de la Première Guerre mondiale au milieu des années trente*. Paris, Publications de la Sorbonne.

**Gratton, P.** — 1972, *Les paysans français contre l'agrarisme*. Paris, Maspero.

**Kriegel, A.** — 1964, *Le congrès de Tours (décembre 1920)*. Paris, Gallimard (« Collection Archives, Juillard »).

**Lynch, É.** — 1998, « Le parti socialiste et la paysannerie dans l'entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village », *Ruralia* 3 : 23-41.

**Pennetier, C.** — 1979, « Le socialisme dans les départements ruraux français. L'exemple du Cher (1850-1921) ». Thèse. Université Paris I.

**Pierre, R.** — 1973, *Les origines du syndicalisme et du socialisme dans la Drôme (1850-1920)*. Paris, Éditions sociales.

**Vazeilles, M.** — 1925, « L'action communiste dans les campagnes », *Les Cahiers du militant (SFIC)* 9, Librairie de L'Humanité : 5-6.

**Vigreux, J.** — 1998, « Le parti communiste français à la campagne, 1920-1964. Bilan historiographique et perspectives de recherche », *Ruralia* 3 : 42-66.

### Résumé

Édouard Lynch, *Socialistes et communistes dans l'entre-deux-guerres*

L'étude de la naissance et de l'épanouissement du communisme rural, tout en répondant à des logiques idéologiques et organisationnelles spécifiques, ne peut se passer d'une comparaison avec le socialisme agraire, d'abord en raison des proximités doctrinales. Après l'épisode fondateur du congrès de Tours et au-delà des divergences théoriques et tactiques, les deux mouvements affrontent, pendant l'entre-deux-guerres, des défis communs, qu'il s'agisse d'apporter des réponses à la crise ou de trouver des relais efficaces pour pénétrer et conquérir le milieu paysan.

### Abstract

Édouard Lynch, *Socialists and Communists during the Interwar Period*

Any study of how Communism was born and grew in the French countryside, while referring to ideological and organizational reasons, must entail a comparison, given the doctrinal similarities, with agrarian Socialism. Following the Party's foundation at the Tours Congress, and beyond theoretical and tactical points of divergence, the two movements had, during the period between the two World wars, to face the same challenges, ranging from the quest for solutions to the economic depression to the search for effective ways to win over the peasantry.